

La Libre BELGIQUE **dS** De Standaard

LE BAROMÈTRE POLITIQUE



rtbf .be

KANTAR TNS

- La N-VA reste incontournable en Flandre, alors que les négociations avec le Premier ministre patinent en vue de soutenir le gouvernement minoritaire.
- Écolo devient parti n°1 à Bruxelles.
- Le MR passe en dessous des 20 % en Wallonie, le PS se situe à 25 %.

La N-VA a tout intérêt à forcer des élections

Incontournable. Si l'on votait aujourd'hui, la N-VA garderait une position archidominante dans l'arène politique flamande. Selon le dernier baromètre politique de *La Libre*, elle obtiendrait 28,3 % des voix. Certes, c'est une perte de 4,1 points par rapport aux élections de mai 2014. Pas négligeable. Mais, d'une part, il faut y voir une usure assez logique pour une formation nationaliste flamande qui s'est frottée pour la première fois de son histoire à l'exercice du pouvoir au niveau national. Les sondages la placent depuis quatre ans entre 32 et 26 % des intentions de vote. On reste dans cette fourchette. D'autre part, la N-VA conserverait près de... dix points d'avance sur la seconde force politique flamande, le CD&V. Un gouffre.

Le parti a bien compris qu'il y a une fenêtre d'opportunité électorale à saisir. La N-VA vient de quitter le gouvernement fédéral en raison du soutien de la Belgique au pacte migratoire de l'Onu. Inacceptable, pour elle. Or la question migratoire est désormais au centre du jeu politique. Dimanche, une manifestation contre le pacte de Marrakech a rassemblé à Bruxelles plus de cinq mille personnes (issues en partie de l'extrême droite flamande). La N-VA surfe sur cette thématique. Depuis quelques jours, elle a lancé une campagne de communication sur *"la force des principes"*. Theo Francken, ex-secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, réputé pour ses positions fermes en matière migratoire, est désormais la personnalité politique préférée des Flamands. Il recueille quelque 51 % d'opinions favorables. C'est beaucoup.

La poussée du Vlaams Belang ralentie

À l'analyse du baromètre, on constate que la N-VA parvient à contenir la progression du Vlaams Belang (extrême droite), pointé à 7,6 %. On observe depuis plusieurs années un jeu de vases communicants entre les deux formations. C'était encore le cas lors des élections locales du 14 octobre. Dans le sondage, 20 % des électeurs du VB disent avoir voté pour la N-VA en 2014. En revanche, pour la N-VA, cela ne se traduit que par une perte – limitée – de 5 % de ses électeurs. 8 % sont partis vers l'Open VLD et 6 % vers le CD&V. Cela si-

gnifie que la position stricte du parti sur les questions migratoires lui permet de conserver son électorat le plus droitier, mais elle effraie un électorat libéral ou centriste.

Bref, si le président de la N-VA, Bart De Wever, et son ancien vice-Premier ministre, Jan Jambon, ont laissé entendre qu'ils étaient favorables à des élections anticipées, ce n'est évidemment pas un hasard...

C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre la tension croissante sur le terrain politique. Charles Michel (MR) continue à chercher un appui au Parlement pour soutenir son gouvernement (MR, Open VLD, CD&V) devenu minoritaire depuis le départ des nationalistes. Durant le week-end, il a eu des contacts avec son ancien allié, mais pas avec les autres partis de l'opposition.

La voie vers le confédéralisme

Selon *De Tijd*, la N-VA est prête à soutenir le gouvernement à quatre conditions: que la Constitution puisse être révisée lors de la prochaine législature pour dégager la voie vers le confédéralisme (en ouvrant à révision l'article 195); que la trajectoire budgétaire soit confortée jusqu'en 2019 sans nouvelles recettes (une manière d'éviter des cadeaux préélectoraux); que le *job's deal* soit réalisé moyennant l'ajout de la dégressivité accrue des allocations de chômage qui était en préparation; et qu'il soit tenu compte des exigences de la N-VA sur le pacte migratoire.

"Je ne me laisserai pas intimider par le chantage de la N-VA à propos du vote du budget", a réagi lundi le Premier ministre. *"La N-VA conditionne son vote soit à l'acceptation d'élections anticipées et donc à une longue période d'immobilisme, soit à la fuite en avant confédérale. Dans les deux cas, ses conditions sont inacceptables."* *"Si la N-VA avait émis des conditions hors de proportion, j'aurais encore pu comprendre"*, a répliqué le député N-VA Peter De Roover. Mais, selon lui, toutes les demandes, y compris l'article 195 de la Constitution, ne sont que *"la concrétisation des accords"*. Si c'est vrai, cela veut dire que l'article 195 faisait partie des accords tenus secrets lors de la mise en place de l'exécutif, en octobre 2014.

Antoine Clevers

La fiche technique

Ce sondage d'opinion a été effectué par téléphone fixe ou mobile, du lundi 19 novembre au samedi 8 décembre 2018, sur un échantillon représentatif de 2797 électeurs belges à la

demande de *La Libre Belgique*, la RTBF, la VRT et *De Standaard*.

Les enquêtes ont été réalisées dans chacune des 3 Régions de Belgique sur un échantillon aléatoire de n = 1038 électeurs résidant en Flandre, n =

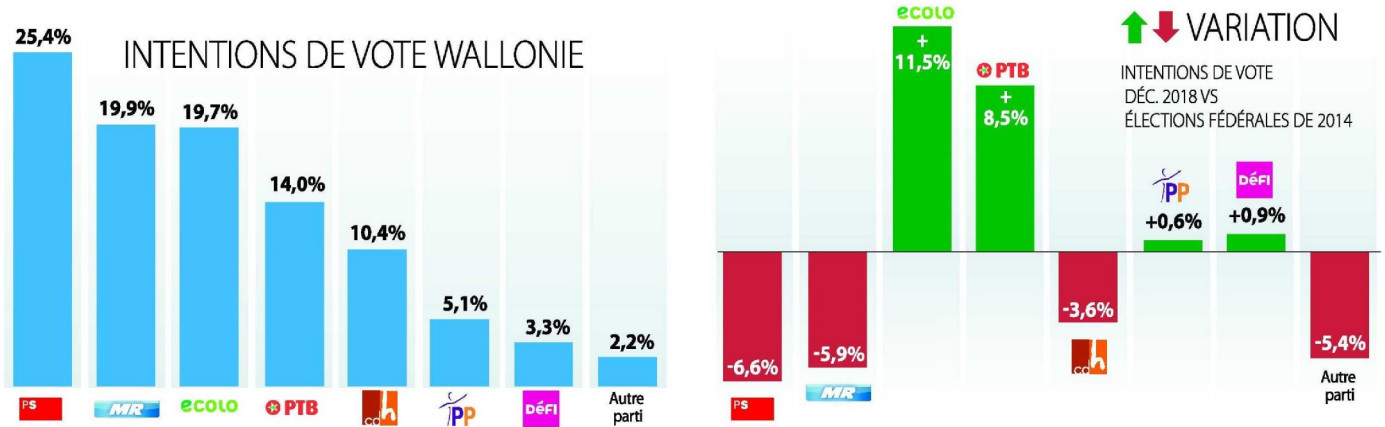
1016 électeurs francophones résidant en Wallonie et de n = 743 électeurs résidant à Bruxelles.

La marge d'erreur maximale est de ± 3,1 % sur les échantillons de Flandre et de Wallonie et de ± 3,6 % sur celui de Bruxelles.

WALLONIE

L'orange bleue n'est plus possible

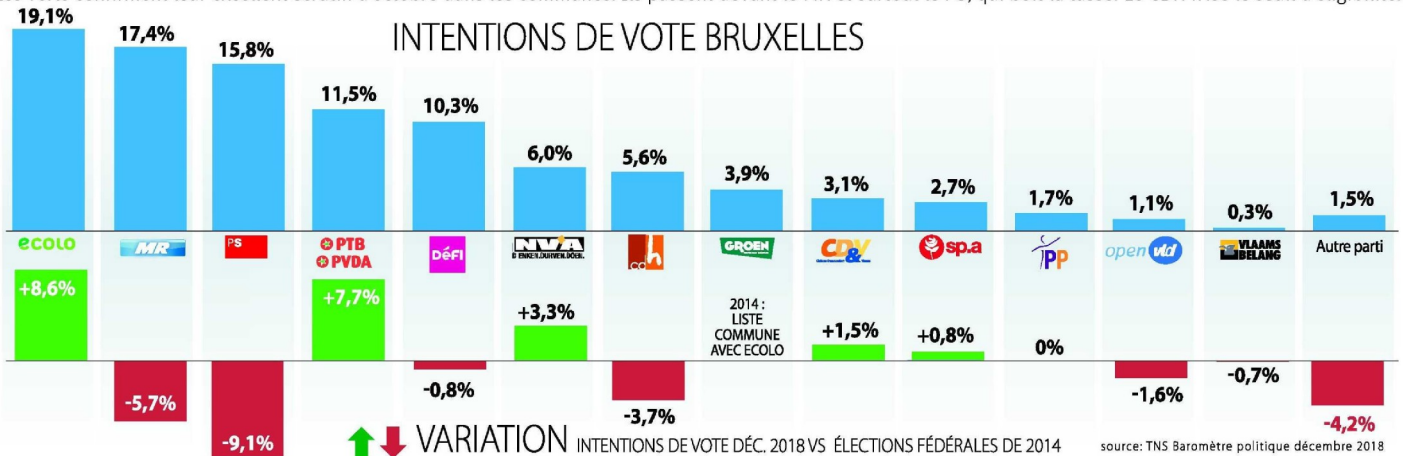
La majorité actuelle en Wallonie (MR-CDH) perd des plumes et atteint à peine la barre des 30 %. Le MR est désormais talonné par Écolo. Le PTB reprend des couleurs au contraire de Défi, qui ne perce décidément pas au sud du pays.



BRUXELLES

Écolo devient le premier parti de la capitale

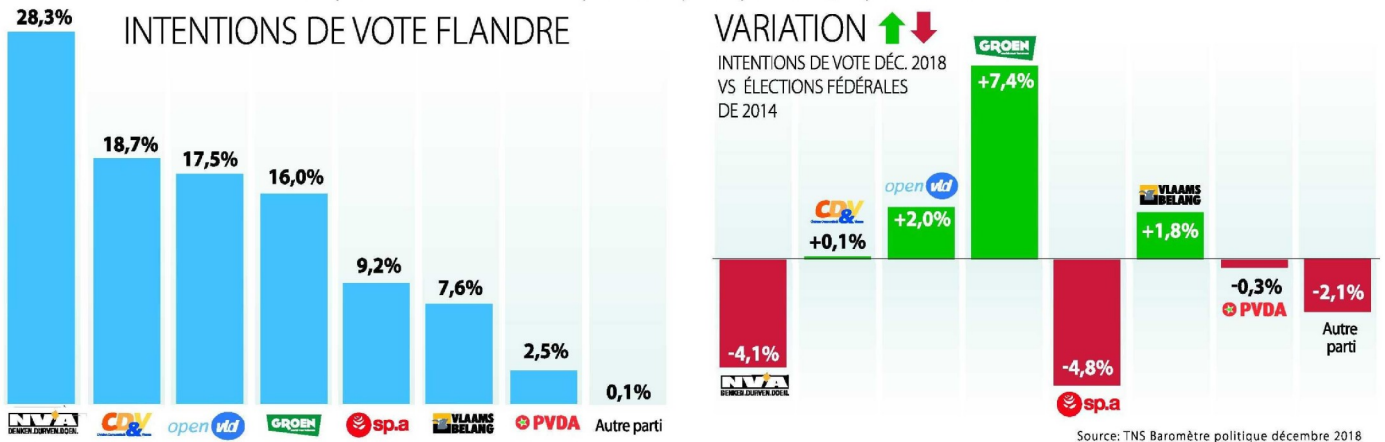
Les verts confirment leur excellent scrutin d'octobre dans les communes. Ils passent devant le MR et surtout le PS, qui boit la tasse. Le CDH frise le seuil d'éligibilité.



FLANDRE

Un trio se dégage derrière la N-VA

Alors que les nationalistes se tassent un peu par rapport aux élections de 2014, leurs partenaires de majorité, les sociaux-chrétiens et les libéraux font mieux que se défendre. Ils sont cependant rejoints par Groen, le parti en forme du moment.



Source: TNS Baromètre politique décembre 2018

LA VAGUE VERTE

Zakia Khattabi peut rêver à la ministre-Présidence bruxelloise en 2019

Ecolo, premier parti à Bruxelles. La vague verte du 14 octobre se confirme largement dans notre présent baromètre d'hiver. Comprenez: il faudra compter avec les écologistes en mai 2019. Plus encore, si les intentions bruxelloises sondées entre le 19 novembre et le 8 décembre se confirment effectivement dans les urnes, les verts pourraient même bientôt mener la danse dans la capitale. Pour conclure une alliance "progressiste" (sic) avec quels partenaires ? C'est toute la question. Voyez plutôt.

Avec quelque 19,1 % des intentions de vote au fédéral soit près de 9 % en plus que lors des élections législatives de 2014, Écolo devient premier devant le Mouvement réformateur (17,4 %) puis devant le Parti socialiste (15,8 %) qui enregistre une chute vertigineuse de 9,1 % par rapport au scrutin fédéral de 2014. Autre constat: cette poussée significative du PTB à Bruxelles, qui franchit le seuil 10 % (11,5 %) et devient ainsi le quatrième parti dans la capitale, devant Défi, le parti du numéro un bruxellois Olivier Maingain. De son côté, la N-VA prend 3,3 % en plus que lors des élections fédérales de 2014, s'affichant comme premier parti néerlandophone dans la capitale.

À cet égard, l'analyse des transferts de voix entre partis est particulièrement relevante. Ainsi, 41 % des Bruxellois sondés en vue de la réalisation de ce baromètre de décembre 2018 ne votent plus pour le parti qu'ils plébiscitaient lors des législatives de 2014. Pas moins de 81 % des électeurs qui ont voté pour Écolo en mai 2014 ont l'intention de revoter pour ce parti. Les électeurs du PTB, suivis par ceux de Défi, sont les deux autres meilleurs élèves dans ce classement. En queue de peloton, le Parti socialiste conserve 43 % de ses voix des élections fédérales de 2014... mais en perd 21 % au profit d'Écolo et 17 % au profit du PTB ! Parler de "méforme" du PS à Bruxelles semble donc être un euphémisme dans notre présent baromètre. Logiquement, les écologistes – devant le PTB – sont ceux qui raffent le plus de voix aux partis qui trinquent, PS, MR, Défi et le CDH en tête. Ainsi, le "potentiel brut" en termes d'intentions de vote pour les écologistes est estimé à quelque 54 %.

Nollet plus populaire que Khattabi

C'est assez pour que la coprésidente bruxelloise d'Écolo, Zakia Khattabi, puisse rêver à la ministre-Présidence de la Région bruxelloise. Au début du mois dans *Le Soir*, l'intéressée s'était d'ailleurs dite prête à endosser la fonction si son parti devant l'emporter en mai 2019. Elle avait également annoncé à cette occasion qu'elle tirerait

la liste écologiste aux fédérales, faute de combattants. On soulignera à ce propos qu'en adoptant une telle posture (être à la fois tête de liste au fédéral ET candidate à la ministre-Présidence de la Région bruxelloise !), Zakia Khattabi prend le risque de se voir adresser les mêmes reproches que ceux formulés à l'égard d'un certain Didier Reynders. Une certaine cohérence voudrait en effet qu'un candidat à la ministre-Présidence d'une Région soit tête de liste pour son parti au niveau de cette même Région et non au fédéral. Allez comprendre... "*La Région a trente ans et la réalité n'est plus du tout la même. Il est temps de réécrire un nouveau récit fondateur pour Bruxelles*", avait ainsi déclaré Zakia Khattabi.

Après la victoire éclatante de son parti aux dernières élections communales, la Bruxelloise s'est trouvée un nouveau comparse en la personne du Wallon Jean-Marc Nollet. À ce propos, on notera que la cote de popularité de ce dernier est significativement plus élevée que celle de Zakia Khattabi, en Wallonie... comme à Bruxelles.

Ainsi, l'ancien ministre wallon figure septième dans le classement bruxellois des personnalités politiques les plus populaires tandis que sa collègue bruxelloise n'occupe que la dix-huitième place. Un déficit de popularité que Zakia Khattabi devra veiller à gommer au cours de ces prochains mois, si elle entend conquérir la ministre-Présidence de la Région bruxelloise. *Last but not least*: pas moins de 71 % des Bruxellois sondés et qui ont l'intention de voter pour Écolo sont... des femmes. Gageons que cette dernière observation jouera – dans une certaine mesure – à l'avantage de la coprésidente.

Alice Dive

Écolo devient premier devant le MR, puis le PS qui enregistre une chute vertigineuse de 9,1 % par rapport aux législatives de 2014.

LA DÉSILLUSION

En pleine galère, le MR est entraîné vers un échec électoral

Éclairage Frédéric Chardon

Cette fin de législature ne se passe pas du tout comme prévu pour les libéraux. Le MR comptait mener une campagne d'enfer sur le bilan socio-économique du gouvernement fédéral: les réductions d'impôt, les réductions de cotisations sociales, la création d'emplois... Les indicateurs sont au vert et devraient le rester au moins jusqu'aux prochaines élections. Mais tout vacille: le thème qui agitera le monde politique sera la migration, et les libéraux sont mal à l'aise.

Cela se voit dans notre dernier baromètre: en Wallonie, le MR passe sous la barre des 20% d'intentions de vote. À Bruxelles, le déclin des libéraux s'accroît (17,4%). En choisissant la N-VA en 2014 au fédéral, Charles Michel espérait diviser l'électorat en deux grands pôles: l'un à gauche où se disputeraient le PS, Écolo et le PTB; et l'autre au centre droit où le MR régnerait en maître avec un score frisant les 30%. C'était bien vu mais ce schéma idéal n'est pas près de se réaliser si l'on se fie aux résultats du sondage. Pourquoi d'aussi mauvais chiffres?

1 Le choix initial de la N-VA

Le Pacte de l'Onu sur les migrations a provoqué le départ théâtral de la N-VA de l'ancienne majorité suédoise. Nationalistes flamands et libéraux francophones, dont l'alliance depuis 2014 garantissait la solidité de Michel I, se déchirent désormais dans la presse. C'est le choix même de gouverner avec les nationalistes flamands qui est remis en cause. Et si la N-VA n'était pas si fiable que ça, finalement? Alors que les critiques contre la présence nationaliste au fédéral s'étaient faites moins virulentes au fur et à mesure que la législature avançait, les compteurs sont désormais

Le parti libéral semble de nouveau à la traîne par rapport à la N-VA qui incarne la politique migratoire "ferme".

remis à zéro. L'opposition, du côté francophone, se fera un plaisir de rappeler aux électeurs le caractère sulfureux du "gouvernement MR/N-VA".

2 L'ambiguïté sur le Pacte

Charles Michel, lorsqu'il a senti que Theo Francken et sa formation politique ne fléchiraient pas sur la question de l'approbation du texte international, a préféré anticiper. Il avait repris la main, provisoirement, par l'annonce surprise de sa volonté d'engager la Belgique à l'égard du Pacte onusien, que la N-VA soit d'accord ou pas. Tactiquement, il fallait que le Premier ministre prenne cette initiative, ne serait-ce que pour éviter de passer pour le simple notaire gouvernemental des exigences nationalistes. Cette attitude forte pose toutefois un problème: qu'en pense l'électorat traditionnel du MR? Le parti libéral semble de nouveau à la traîne par rapport à la N-VA qui incarne plus que jamais la politique migratoire "ferme" qui a été menée au fédéral. Le MR pourrait perdre des électeurs sur sa droite.

3 La ligne de défense du MR

Enfin, la réaction des libéraux à la suite du départ de la N-VA de la majorité et face à ses exigences, en échange de son soutien extérieur au gouvernement minoritaire Michel II, laisse songeur. Tantôt les ténors du MR remercient les ex-ministres N-VA pour le travail accompli, considèrent les nationalistes flamands comme de futurs partenaires pour la prochaine législature; tantôt ils doutent publiquement de leur sincérité dans la volonté de trouver un accord sur le Pacte ou encore ils dénoncent, plus récemment, un improbable complot entre le PS et la N-VA destiné à provoquer des élections anticipées... Pas très clair. Les électeurs libéraux risquent de ne pas s'y retrouver.

LE CONTRASTE

Le PS monte en Wallonie et plonge à Bruxelles

Le fait que le PS soit dans l'opposition depuis quatre ans au fédéral et depuis un an et demi en Wallonie doit jouer un rôle non négligeable.

En Wallonie, le PS (25,4%) est toujours en deçà du score électoral confortable (+ de 30%) enregistré en mai 2014 mais il progresse par rapport aux deux derniers baromètres. Donc le PS remonte. Et même s'il se refuse à commenter les sondages, Elio Di Rupo doit considérer que ces chiffres sont positifs. Le PS qui, en campagne électorale, est capable de mobiliser ses troupes comme aucun autre parti, doit voir dans ce résultat un encouragement à poursuivre sa ligne actuelle en cognant sur le MR.

Deux éléments, peut-être, peuvent aussi expliquer cette remontée.

Un, le fait que le PS soit dans l'opposition depuis quatre ans au fédéral et depuis un an et demi en Wallonie doit jouer un rôle non négligeable. Ne pas être aux affaires éloigne à la fois de la mise en lumière des projets positifs... et des critiques qui accompagnent les réalisations les moins populaires.

Deux, les rebondissements de l'affaire Pu-

blifin sont peut-être en train de se banaliser dans l'esprit de nombreux électeurs. Tout comme le Samusocial, dont presque plus personne ne parle.

Et puis, l'actualité politique de ces derniers jours est centrée sur le gouvernement fédéral et ses multiples péripéties. Depuis, le moment où les personnes sondées se sont exprimées, le MR tente de faire passer le message que le PS est l'allié objectif de la N-VA dans cette crise. Difficile de dire, à ce stade, si cette stratégie va fonctionner.

Moins 9 % depuis les élections de 2014

En revanche, à Bruxelles, le score du PS est sans doute une plus grande source d'inquiétude. Avec une troisième place et un score de 15,8 % dans notre baromètre, le parti semble de plus en plus en danger. Par rapport aux élections de 2014, il enregistre même un recul de 9,1 %. Alors que dans le dernier baromètre, le PS était à 21 % et que lors du scrutin communal, la moyenne de ses résultats tournait, selon le parti, autour des 24 %. À Bruxelles, le PS a tendance à être sous-estimé dans les différents sondages. En général, il retrouve quelques couleurs pendant le scrutin, conséquence des campagnes de porte-à-porte que le parti est capable de réaliser.

Et puis, à la différence du fédéral et de la Région wallonne, le PS est toujours aux affaires à Bruxelles avec, en face de lui, un PTB qui devient menaçant.

S.Ta.

LE JEU DES MAJORITÉS

Une "suédoise" séduirait encore au Nord mais est rejetée en Wallonie et à Bruxelles

Notre baromètre – réalisé entre le 19 novembre et le 8 décembre – montre une plutôt grande stabilité des choix électoraux en Flandre. Avec, notamment, cet enseignement à ne pas négliger en ces temps de fortes bourrasques gouvernementales: la "suédoise" reste non seulement arithmétiquement possible mais était encore appelée de ses vœux jusqu'il y a dix jours, par pratiquement un Flamand sur deux... La N-VA reste plus que jamais la première formation en Flandre. Elle a quand même perdu 4,1 % par rapport à la consultation de mars dernier et au scrutin de 2014. Cela n'en reste pas moins le second meilleur sondage depuis septembre 2015 pour le parti séparatiste.

Bond en avant vert, déclin socialiste récurrent

Dans le même temps, le CD&V mais un peu davantage encore l'Open VLD reprennent du poil du lion. Avec 18,7 % des intentions de vote, les chrétiens-démocrates progressent de 0,1 % par rapport aux élections de 2014 alors que les libéraux, avec 17,5 %, ont eux vu leur potentiel électoral croître de 2 %.

Cela dit, les vrais vainqueurs du scrutin en Flandre seraient les écologistes: Groen a en effet augmenté ses intentions de vote de 7,4 % et, surtout, double quasiment son score des urnes du printemps de 2014, confirmant aussi de la sorte sa bonne tenue lors des dernières élections communales.

Les socialistes flamands connaissent un destin inverse qui n'est pas vraiment enviable: ils perdraient en effet encore près de cinq pour cent par rapport aux dernières élections législatives. Une descente aux enfers continue depuis le baromètre de septembre 2016.

On attendait aussi avec un certain intérêt le résultat du Vlaams Belang dans la foulée de la crise politique sur les migrations, même si la prise du pouls de l'opinion publique s'est déroulée avant que le gouvernement de Charles Michel ne soit mis en minorité. Un constat: comme aux élections communales, avec 7,6 % d'intentions de vote, le parti d'extrême droite raciste flamand reprend un peu de couleurs par rapport à 2014. Mais sa progression est limitée à moins de deux pour cent. Et il ne reprend que 0,1 point depuis mars 2018. Autant dire rien. Sa gesticulation autour du Pacte de l'Onu a peu payé.

Enfin, du côté de l'extrême gauche, le

PVDA – le Parti du travail de Belgique, en néerlandais – engrangerait 2,5 % des voix soit une perte de 0,3 %.

Que retenir globalement de ces données? Que la Flandre reste plus que jamais ancrée au centre-droit, voire à droite. Avec cependant une force écologiste qu'il est toujours difficile de placer une fois pour toutes à gauche puisque ses idées séduisent aussi bien des électeurs sortants de la Nieuw-Vlaamse Alliantie que d'autres déçus par les socialistes flamands.

Un vrai clivage entre le Nord et le Sud

Venons-en alors à la question de savoir si les électeurs seraient toujours favorables à une reconduction de la "suédoise" après les prochaines élections, comme certains ténors du MR et de la N-VA en ont exprimé le souhait. Selon le baromètre (lire graphique ci-dessous), la reconduction de la majorité actuelle est vue avec bienveillance par 48 % des Flamands. Un tiers d'entre eux n'en veut plus mais le rejet total n'émane que d'un Flamand sur sept.

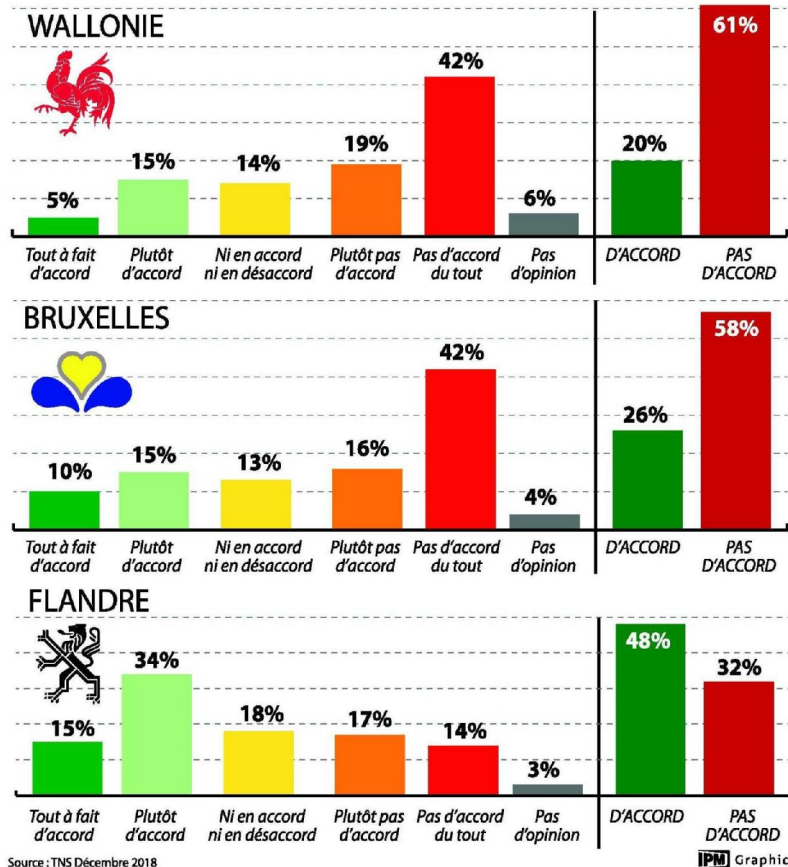
Rien de tel à Bruxelles et en Wallonie. Dans la région centrale, à peine un électeur sur quatre appelle la "suédoise" encore de ses vœux et au sud du pays, un électeur sur cinq. De part et d'autre, le rejet avoisine chaque fois les 60%. Du côté des personnes souhaitant voir se rééditer la formule, on notera que c'est le souhait d'un tiers des habitants du Brabant wallon, province très libérale s'il en est...

Christian Laporte

Quarante-huit pour cent des Flamands aimeraient la voir reconduite mais le rejet total n'émane que d'un électeur sur sept...

CONFIANCE DANS LE GOUVERNEMENT

La coalition fédérale actuelle, avec la N-VA, le CD&V, l'Open VLD et le MR comme seul parti francophone, doit continuer après les élections de 2019 si les résultats le permettent



WALLONIE

Le PS sauvé par ses locomotives

Le PS obtient généralement un meilleur score aux élections que celui prédit par les sondages. Plusieurs facteurs expliquent cela. À commencer par la popularité de ses figures de proue dont l'effet d'attraction sur les électeurs n'est pas pris en compte dans les sondages. Les socialistes parviennent à placer trois des leurs sur le podium des personnalités politiques les plus populaires en Wallonie, alors qu'ils réalisent un score médiocre dans le baromètre politique.

On sait déjà que Paul Magnette sera tête de liste aux européennes et qu'Elio Di Rupo tirera la liste fédérale dans le Hainaut. À en croire le sondage, le PS aurait intérêt à donner une place en vue à Rudy Demotte. Il sera sans doute tête de liste à la Région dans la circonscription de Wallonie picarde.

A. C.

Lutte fratricide

Le président battu par son porte-parole

En perte de vitesse. Il est loin le temps où Elio Di Rupo, président du PS, écrasait la concurrence. Avec 32 % d'opinions favorables (- 5 points), il se retrouve en troisième position. Il est devancé de peu par Rudy Demotte, mais il est surtout largué par Paul Magnette, récemment nommé porte-parole du PS et probable successeur du Montois à la tête du parti.

+ 3**Places**

La coprésidente d'Écolo, Zakia Khattabi, a manifestement eu raison de parier sur Jean-Marc Nollet pour compléter son binôme à la tête du parti (en remplacement de Patrick Dupriez). M. Nollet, 30 % d'opinions favorables (+3 points), gagne trois places et logne le podium.

- 5**Places**

Willy Borsus (MR) ne capitalise pas sur son poste de ministre-Président wallon qu'il occupe depuis pratiquement un an et demi. Avec 20 % d'opinions favorables (- 5 points), il perd cinq places dans le classement. De manière générale, toutes les personnalités du MR se comportent mal dans le sondage.

Les indépendantistes flamands

La plus forte percée

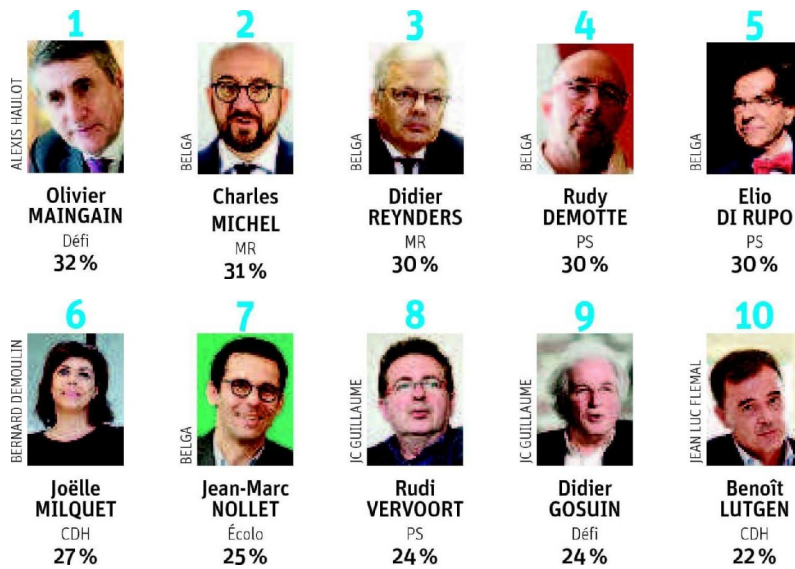
Flamingants. Jan Jambon (N-VA) réalise la plus forte percée dans le classement wallon. Avec ses 20 % d'opinions favorables (+ 6 points), il gagne sept places et s'installe dans le top 20. Son collègue de parti, Theo Francken, progresse également (+ 1 point). Les positions fermes des deux anciens ministres flamingants sur les questions migratoires et de sécurité plaisent manifestement à une part significative de l'électorat wallon (et contrairement à l'électorat bruxellois).

La suite du classement (30 personnalités en tout)

Les résultats de la 21^e à la 30^e place sont : François Bellot (MR), Zakia Khattabi (Écolo), Marie-Christine Marghem (MR), René Collin (CDH), Pierre-Yves Jeholet (MR), Daniel Bacquelaine (MR), Valérie De Bue (MR), Alda Greoli (CDH), Stéphane Hazée (Écolo) et Pierre-Yves Dermagne (PS).



BRUXELLES



Maingain récupère sa première place

Certes, Olivier Maingain devient la personnalité politique la plus populaire à Bruxelles. Mais il faut indéniablement lier ce retour au top au fait que l'ancien ministre-Président wallon, Paul Magnette (PS), ne fait plus partie des personnalités politiques sondées à Bruxelles. C'est ce dernier qui avait détrôné le président de Défi dans notre dernier baromètre de mars 2018. Cet épisode constituait en soi une petite surprise dans la mesure où le bourgmestre de Woluwe-Saint-Lambert avait connu jusque-là un véritable état de grâce. Derrière lui, Charles Michel devance – de peu – Didier Reynders.

AL. D.

Francken et Jambon quittent le top 20

Deux poids lourds N-VA en net recul

Dans notre précédent baromètre de mars 2018, le secrétaire d'État à l'Asile et à la Migration, Theo Francken (N-VA), figurait à la 15^e place dans le classement des personnalités politiques les plus populaires à Bruxelles tandis que le ministre de l'Intérieur Jan Jambon (N-VA) occupait la 19^e place. Désormais, les deux poids lourds nationalistes flamands sont éjectés du top 20. Leur opposition au Pacte des migrations de l'Onu n'a donc pas convaincu à Bruxelles. En onzième position, Alexander De Croo (Open VLD) devient le politique flamand le plus populaire dans la capitale.

7^e

L'entrée remarquable de Nollet à Bruxelles

Nouvelle personnalité politique testée dans la capitale, l'ancien ministre wallon et nouveau coprésident d'Écolo, Jean-Marc Nollet, devance le ministre-Président Vervoort.

La suite du classement (30 personnalités en tout)

Les résultats de la 21^e à la 30^e place sont : Theo Francken (N-VA), Benoît Cereche (CDH), Vincent De Wolf (MR), Jan Jambon (N-VA), Cécile Jodoigne (Défi), Daniel Bacquelaine (MR), Sophie Wilmès (MR), Zoé Genot (Écolo), Guy Vanhengel (Open VLD) et Bianca Debaets (CD&V).

FLANDRE

Theo Francken caracole en tête

Au four et au moulin dans les débats de plus en plus identitaires en Flandre, Theo Francken s'était maintenu à égalité avec Charles Michel en pleine crise des migrations. Puis, au printemps de cette année, il avait cédé la plus haute place du podium à son ex-chef de gouvernement. Depuis lors, om-

niprésent dans les médias et sur les réseaux sociaux, *tweetant* plus vite que son ombre, le bourgmestre de Lubbeek fait la course en tête, s'étant même permis de distancer Bart De Wever qui a pourtant dominé la campagne communale à Anvers et ailleurs en Flandre...

C.Le

Geert Bourgeois et Ben Weyts

Les régionaux derrière les fédéraux
Cruel contraste. Alors que leur parti se félicite que le centre de gravité politique s'est déplacé vers les Régions, les ministres N-VA du *Vlaamse regering* ont moins de succès que leur ex-collègues fédéraux. Geert Bourgeois s'est démené comme un lion jaune et noir lors des commémorations de 14-18 et Ben Weyts a répété des coups médiatiques en matière de mobilité mais ils ont moins frappé les esprits que leurs collègues fédéraux sécuritaires, Jambon et surtout Francken...

1 OLIVIER PAPEGNIES  Theo FRANCKEN N-VA 51%	2 BELGA  Charles MICHEL MR 48%	3 BELGA  Hilde CREVITS CD&V 47%	4 BELGA  Bart DE WEVER N-VA 44%	5 BERNARD DEMOULIN  Jan JAMBON N-VA 41%
6 BELGA  Alexander DE CROO Open VLD 39%	7 BELGA  Maggie DE BLOCK Open VLD 36%	8 BELGA  Kris PEETERS CD&V 34%	9 BELGA  Geert BOURGEOIS N-VA 33%	10 BELGA  Ben WEYTS N-VA 33%
11 BELGA  Wouter BEKE CD&V 33%	12 BELGA  Gwendolyn RUTTEN Open VLD 33%	13 BELGA  Koen GEENS CD&V 33%	14 BELGA  Bart TOMMELEIN Open VLD 32%	15 BERNARD DEMOULIN  Zuhail DEMIR N-VA 30%
16 BELGA  Jo VANDEURZEN CD&V 30%	17 BELGA  Meyrem ALMACI Groen 28%	18 BELGA  Joke SCHAUVLIEGE CD&V 27%	19 BELGA  John CROMBEZ SP.A 26%	20 BELGA  Wouter VAN BESTIEN Groen 25%

La suite du classement (30 personnalités en tout)

Les résultats de la 21° à la 30° place sont : Sven Gatz (Open VLD), Kristof Calvo (Groen), Johan Van Overtveldt (N-VA), Liesbeth Homans (N-VA), Philippe Muyters (N-VA), Jinnih Beels (SP.A), Filip Dewinter (Vlaams Belang), Tom Van Grieken (Vlaams Belang), Peter Mertens (PVDA) et Joris Vandenbroucke (SP.A).

La percée

Jinnih Beels démarre bien

Leading Lady socialiste d'Anvers. À l'image des intentions de vote qui ne sont pas très optimistes, les personnalités socialistes flamandes sont devenues exceptionnelles au classement de la popularité. Pour notre baromètre d'hiver, les sondeurs y ont intégré Jinnih Beels qui, un peu par défaut, s'est imposée comme la "chef" de la SP.A à Anvers alors qu'elle vient seulement d'être récemment "encartée". Reste que, pour son arrivée, elle devance d'emblée du haut de ses 16% et de sa 26° place d'autres personnalités anversoises telles Filip Dewinter et Peter Mertens... C.Le

Meyrem Almaci, en queue de peloton

Une présidente peu connue
La présidente de Groen, Meyrem Almaci, est 17° dans le classement de la popularité. Une place qui tranche avec celle de son parti, désormais le 4° en Flandre...